

# PAS D'ARGENT POUR LA SÉCU ?

En 1958, l'encre de l'ordonnance du 4 octobre 1945 créant la Sécurité sociale était à peine sèche que de Gaulle, pris de remords, instaurait la franchise de remboursement (déjà !). Depuis, les attaques du patronat et des gouvernements à son service n'ont pas cessé contre la Sécu qui, il est vrai, est une mine d'or pour les intérêts privés : pharmaciens et médecins libéraux, industrie pharmaceutique, laboratoires d'analyses, fabricants de matériel médical, cliniques, établissements de cures, etc.

Depuis des années, le prétexte invoqué par les gouvernements de tous poils – et martelé par les médias (au fait, à qui appartiennent-ils ?) – pour justifier leurs attaques contre la Sécu, c'est son « trou » qui n'a cessé de se creuser depuis le début des années 2000. Les raisons ? Dépenses en médicaments trop élevées, fraudes à la sécu, « nomadisme » médical, vieillissement de la population, ce serait la faute aux malades... qu'il faudrait « responsabiliser ».

Pour « enrayer » ce déficit, des mesures ont été prises : instauration du forfait hospitalier, déremboursement partiel ou total de centaines de médicaments, dont certains efficaces (anti-allergiques (Zyrtec, Telfast), anti-nauséeux (Primperan), anti-inflammatoires (Voltarène)), forfait d'un euro sur les actes médicaux, participation de 18 € sur les actes médicaux supérieurs à 91 €, ticket modérateur...

Quant aux médicaments génériques, les médecins n'ont pas l'obligation d'en prescrire. En outre, le prix d'un « nouveau » médicament (à la formule à peine modifiée) est très supérieur à celui du même médicament déclassé... mais trop bon marché. En 2002, par exemple, la prescription d'un seul des « nouveaux » anti-inflammatoires a coûté 55 millions d'€ de plus que les économies réalisées sur les médicaments génériques !

En réalité, le matraquage sur le trou de la Sécu est une invention destinée à justifier toutes les mesures contre les conditions de vie et le droit à la santé des salariés. La Commission des comptes de la Sécurité sociale prévoit, pour cette année, un déficit de 12 milliards d'€, soit 4 % du budget... contre un déficit budgétaire de l'État de 42,5 milliards fin avril 2007 ! Il y a bien une baisse des recettes de la Sécu, qui proviennent surtout des cotisations sur les salaires, mais la part de ceux-ci dans les richesses produites n'a cessé de baisser au profit de celle du capital, passant de 70,3 % en 1981 à 63,7 % en 2000.

Par ailleurs, l'explosion des mesures « en faveur » de l'emploi (allègements liés à la loi Aubry sur les 35 heures, sur les bas salaires, l'emploi des jeunes, les travailleurs non qualifiés, les chômeurs de longue durée, les zones franches, etc. ; exonérations de cotisations aux allocations familiales ; aide pour l'emploi à domicile (!)...). Entre 1993 et 2002, le montant de ces « aides à l'emploi » a été multiplié par six. Rien qu'en 2005, le montant des aides publiques (État et collectivités locales) aux entreprises s'est élevé à 65 milliards d'€, pour quel résultat ?

Pourtant, les grandes entreprises n'ont nul besoin de ces aides quand on voit la flambée des profits des entreprises du CAC 40 (+ 110 % en 2003, + 40 % en 2004 et 2005 !).

Un autre aspect du problème, c'est que, de 1993 à 2002, 20,7 milliards d'€ d'exonérations n'ont pas été compensés par l'État, soit bien plus que le prétendu « trou ». Ainsi, en 2003, la part des cotisations payées par les entreprises non individuelles ne représentait plus que 43 % du total des recettes de la Sécu, contre 46 % en 1995 et 54 % en 1989.

En outre, les entreprises « oublient » de payer tous les ans une partie de leurs cotisations (8,6 milliards d'€ en 2003) ou de déclarer des accidents de travail qui auraient pour effet d'en augmenter le taux... et l'État oblige la Sécu à participer au financement d'autres régimes (militaires, prêtres) ou du « fonds de modernisation des cliniques privées » (181 millions d'€ en 2004), à prendre en charge la plus grosse part des assurances des chirurgiens et des obstétriciens du privé, etc.

Enfin, certaines taxes prévues pour la Sécu sont gardées par l'État (plus de 13,5 milliards d'€ de taxes sur l'alcool, sur le tabac, sur l'assurance automobile, sur les industries polluantes... pour la seule année 2003 !).

**Ces quelques chiffres montrent que ce sont l'État et le patronat qui sont responsables du déficit de la Sécu. Le simple remboursement des exonérations non compensées par l'État et des dettes des entreprises envers la Sécu rendraient celle-ci largement excédentaire.**

L'objectif (caché) de la baisse constante des prestations de l'assurance maladie, c'est, en fait, l'américanisation de notre système de santé (pour les retraites, c'est déjà fait avec les fonds de pension), c'est-à-dire l'instauration d'une médecine à plusieurs vitesses et le transfert d'une partie toujours croissante de la manne représentée par les cotisations vers les assurances privées... pour améliorer les prestations et réduire les frais ? Jugez-en plutôt.

En 2006, aux États-Unis (le paradis de nos gouvernants), 47 millions de personnes (15,8 % de la population) n'avaient pas d'assurance médicale, alors que, selon le rapport « Eco-Santé » 2006 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les dépenses de santé par habitant de ce pays sont les plus élevées du monde industrialisé.

Si la Sécu est malade, elle ne l'est pas du « trou » fabriqué pour servir des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Et on ne la soignera pas à coups d'assurances, de cliniques et de trusts pharmaceutiques (déjà très bénéficiaires : depuis 1978, l'action de Sanofi-Synthelabo, 2<sup>ème</sup> groupe pharmaceutique français, a gagné plus de 17 % par an !), tous aux mains d'intérêts privés. Croit-on un seul instant que l'arrivée sur le « marché » de la santé des assurances privées, pour qui seul le profit compte, va permettre aux salariés (et, en particulier, aux plus pauvres et aux plus précaires d'entre eux) de mieux se soigner ?

Si, le 29 septembre 2007, les travailleurs sont, nous l'espérons, suffisamment nombreux à s'opposer aux franchises médicales et à faire reculer le gouvernement et le patronat, en aucun cas, ils ne pourront empêcher les nouvelles attaques qui se préparent. Cela, aucune réforme, aucune mobilisation ne peuvent le faire. Voilà pourquoi nous ne proposerons pas une énième réforme en vue de la « sauver ».

Cela, la gauche « de gouvernement », mais aussi l'extrême gauche antilibérale, alternative et autres s'en chargent. La gauche de la gauche critique ce système mais ne propose que des réformes qui permettent, intentionnellement ou non, de le perpétuer, lui et les problèmes qui en découlent inévitablement. Tenter d'aménager ce système en faveur des salariés, d'en adoucir les effets, en un mot, de l'« humaniser », c'est demander à un tigre de brouter du gazon.

Nous ne mettons pas en doute la sincérité de la majorité des candidats et militants de la gauche radicale, mais nous mettons sérieusement en doute l'efficacité de leurs propositions.

Depuis plus d'un siècle que les réformistes ont eu la possibilité d'en finir avec les problèmes du capitalisme (chômage, précarité, pauvreté, insécurité, pénurie de logements ici, malnutrition, famine, guerre ailleurs, destruction de l'environnement partout), et en dépit de l'infinité de gouvernements de toutes tendances qui se sont succédés dans le monde au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, non seulement ces problèmes n'ont pas disparu, mais ils se sont aggravés et d'autres sont venus se greffer. En outre, les réformes si difficiles à obtenir, sont remises en cause par le premier gouvernement « libéral » venu (recul de l'âge de la retraite, diminution des indemnités de chômage et des allocations de retraite, remboursements de médicaments, etc.), en attendant la remise en cause de la semaine de 35 heures et autres gâteries.

Pour en finir avec les problèmes qui nous accablent, ce n'est pas d'une augmentation des cotisations patronales ou de toute autre mesure humanitaire dont nous avons besoin, pas plus que de mesures utopiques et inefficaces, telle l'« interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits » (José Bové et Olivier Besancenot) ou, dit autrement, l'interdiction de « tout licenciement collectif aux grandes entreprises sous peine de réquisition, c'est-à-dire d'expropriation sans rachat ni indemnité » (Arlette Laguiller). Bien avant qu'une telle revendication ne soit votée, les actionnaires et propriétaires des entreprises visées les délocaliseraient, mettant ainsi sur la paille des centaines de milliers de salariés.

Qu'on l'appelle « économie de marché », « libéralisme économique », « libre entreprise » ou qu'on emploie tout autre euphémisme, le système social sous lequel nous vivons est le *capitalisme*. Sous celui-ci, les moyens de production et de distribution des richesses sociales – les moyens d'existence de la société – sont la propriété exclusive d'une minorité parasite dominante – les détenteurs de capitaux ou *classe capitaliste* – au profit de laquelle ils sont inévitablement gérés.

Sous ce système, la santé, comme n'importe quelle autre marchandise, doit être soumise à la logique du profit. Un accès satisfaisant aux soins n'est donc pas possible pour les salariés. Or le budget de la Sécu représente l'équivalent du budget de l'État. Il est une manne financière qui excite la convoitise de la classe capitaliste.

Parce que, par définition, le capitalisme ne peut fonctionner que dans l'intérêt des capitalistes, aucun palliatif, aucun aménagement, aucune mesure, aucune réforme, n'ont pu (et ne le pourront d'ailleurs jamais) subordonner la propriété privée capitaliste à l'intérêt général. Pour cette raison, seule la menace d'un mouvement socialiste se fixant comme seul but réaliste et immédiat l'instauration de la *propriété sociale* (d'où le nom de *socialisme*) des moyens d'existence de la société, de manière à assurer leur gestion par (et, donc, dans l'intérêt de) la collectivité tout entière, pousserait les capitalistes à concéder des réformes favorables aux travailleurs de crainte de perdre tout le gâteau.

C'est pour la construction d'un tel mouvement que nous lançons un appel à tous les salariés conscients de l'opposition et de l'incompatibilité de leurs intérêts avec ceux des capitalistes, à tous ceux qui, préoccupés par les attaques incessantes dont nous sommes tous victimes, désirent, non pas rafistoler la société actuelle mais y mettre un terme. Notre supériorité numérique écrasante nous permet tous les espoirs.

Ce n'est qu'après avoir placé sous le contrôle de la collectivité les moyens d'existence sociaux que nous pourrions enfin assurer leur gestion, non plus dans l'intérêt égoïste de leurs actuels propriétaires, mais cette fois, réellement, dans l'intérêt général.

Alors seulement serons-nous en mesure de réaliser un monde dans lequel le système actuel des États rivaux sera supplanté par une communauté mondiale sans frontières, le rationnement de l'argent et du système du salariat par le libre accès aux richesses produites, la concurrence par la coopération et l'antagonisme des classes par l'égalité sociale.

**DEMOCRATIE SOCIALISTE** [democratie\\_socialiste@hotmail.com](mailto:democratie_socialiste@hotmail.com)

**MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL** [www.worldsocialism.org/othlang.php](http://www.worldsocialism.org/othlang.php)

**PARTI SOCIALISTE DU CANADA** [www.worldsocialism.org/canada/](http://www.worldsocialism.org/canada/)